CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC
NO.

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre civile)

LAURENT PROULX

-et-

MIGUAEL BERGERON

REQUÉRANTS

C.

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU
QUÉBEC**, ayant une place d'affaires
au 1, rue Notre-Dame Est, bureau
8.00, en les ville et district de
Montréal, province de Québec, H2Y
1B6;

INTIMÉ

**REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE
ET EN NULLITÉ (33 et 453 C.p.c.) ET AVIS D'INTENTION AU PROCUREUR
GÉNÉRAL DU QUÉBEC (95C.p.c.)**

À L'UN DES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN CHAMBRE
DE PRATIQUE POUR LE DISTRICT DE QUÉBEC, LES DEMANDEURS
EXPOSENT CE QUI SUIT :

TABLES DES MATIÈRES

LES PARTIES	
LE RECOURS.....	
MONOPOLE DE REPRÉSENTATION.....	
COTISATION OBLIGATOIRE.....	
ATTEINTE À L'ARTICLE 2d) DE LA CHARTE.....	
ATTEINTE À L'ARTICLE 2B) DE LA CHARTE.....	
EXEMPLES SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE.....	
VIOLATIONS AUX LIBERTÉS PROTÉGÉES SONT-ELLES JUSTIFIÉES?.....	
AUTRES PRÉJUDICES DÉCOULANT DES DISPOSITIONS.....	
L'INTÉRÊT POUR AGIR.....	
ARTICLES À ABROGER.....	
ANNEXE.....	
AVIS DE PRÉSENTATION.....	

LES PARTIES

1. Les demandeurs sont des étudiants membres d'une association étudiante visée à l'article 3 de la *Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants* (L.R.Q., chapitre A-3.01) (ci-après «*L.a.f.a.e.*»);
2. Les demandeurs possèdent l'intérêt juridique pour agir puisqu'ils sont étudiants universitaires du Québec et membres d'associations visées par la *L.a.f.a.e*

LE RECOURS

3. La *L.a.f.a.e* a été adoptée en 1983 sous le gouvernement du Parti québécois;
4. Sous sa forme actuelle, la *L.a.f.a.e.* comporte 66 articles. Toutefois, les principes fondamentaux qui la gouvernent sont restreints à quelques-uns;
5. Par le principe du monopole de représentation, le législateur a voulu inciter les étudiants à réunir leurs forces sous une même égide en ce qui concerne leur représentation et la promotion de leurs intérêts (art. 3 *L.a.f.a.e.*);
6. Or, les intérêts des étudiants de niveau collégial et universitaire sont souvent divergents, voir même conflictuels, comme l'a démontrée la crise étudiante du printemps dernier;
7. Par la perception automatique et obligatoire des cotisations, aussi appelée «Formule Rand», le législateur contraint les étudiants à appuyer financièrement une association qui peut défendre des idéaux contraires avec les leurs;

8. Les demandeurs demandent à cette honorable Cour de déclarer inconstitutionnels les articles de la *L.a.f.a.e.* qui forcent l'adhésion et la cotisation à une association étudiante en contradiction avec la *Charte canadienne des droits et libertés*;
9. La présente requête revêt une importance capitale pour les étudiants québécois au niveau post secondaire. Conformément à la Charte, ces derniers devraient être libre de s'associer ou non ainsi que de cotiser ou non;

PARTICIPATION OBLIGATOIRE ET MONOPOLE DE REPRÉSENTATION

10 Au Québec, les associations étudiantes exercent un monopole de représentation, comme en témoigne les extraits d'articles suivants de la *L.a.f.a.e.* :

8. Il ne peut être accrédité qu'une seule association d'élèves ou d'étudiants par établissement d'enseignement. [...]

26. Dans un établissement d'enseignement, tout élève ou étudiant représenté par une association d'élèves ou d'étudiants accréditée ou toute association d'élèves ou d'étudiants représentée par un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité, est réputé membre, selon le cas, de cette association ou de ce regroupement. [...]

28. L'établissement d'enseignement doit reconnaître l'association ou le regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité comme le représentant, selon le cas, de tous les élèves ou étudiants ou de toutes les associations d'élèves ou d'étudiants d'un groupe visé à l'article 2.1 ou de l'établissement;

11. L'appartenance à l'association étudiante est donc forcée par le versement obligatoire de cotisation, le fait d'être réputé membre par la loi et le monopole de représentation de l'association étudiante en place dans l'établissement d'enseignement visé et par le versement obligatoire de cotisations

12. Plutôt que de permettre à l'étudiant d'être membre d'une association étudiante de son choix s'il le désire, la loi accorde un monopole de représentation à une association unique et attribue le fardeau de la démarche de retrait à l'étudiant. (art. 26 al. 4 *L.a.f.a.e.*)

13. L'étudiant qui signifie son refus d'adhérer à l'association étudiante en place ne peut adhérer à aucune autre association étant donné le monopole;

PERCEPTION AUTOMATIQUE ET OBLIGATOIRE DES COTISATIONS

14. L'article 54 de la *L.a.f.a.e.* assujettit le droit d'être inscrit dans un établissement d'enseignement au paiement de cotisations à l'association ou au regroupement en place :

54. Toute personne doit, pour être inscrite dans un établissement d'enseignement où existe une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité, payer la cotisation fixée par cette association ou ce regroupement, si elle est visée par cette accréditation;

15. Malgré son refus d'adhérer à une association (art. 26 al. 4 *L.a.f.a.e.*), aucune discrétion n'est laissée à l'étudiant quant à son choix d'être associé, ou non, à l'association puisque pour être inscrit, il n'a d'autre choix que de verser la cotisation déterminée et de s'associer ainsi à l'association étudiante accréditée ;

L'ATTEINTE À L'ARTICLE 2D DE LA CHARTE

16. La *Charte canadienne des droits et libertés* prévoit que:

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes :

a) liberté de conscience et de religion

b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication

c) liberté de réunion pacifique

d) liberté d'association;

17. Les demandeurs sont d'avis que les dispositions de la *L.a.f.a.e.* qui octroient le monopole de représentation et la cotisation obligatoire violent un droit protégé par la *Charte* à l'article 2d;

i- Violation à la liberté d'association négative

18. La Cour suprême du Canada, dans l'arrêt *Lavigne*, établissait que la liberté d'association inclut la liberté de ne pas s'associer et, conséquemment, que

l'association forcée d'un individu viole sa liberté d'association telle que protégée par la Charte;

19. Toujours dans l'arrêt *Lavigne*, la Cour suprême reconnaissait que le versement de cotisations à une association constitue un acte d'association au sens de l'article 2d) de la Charte;

20. Dans l'arrêt *Advance Cutting*, la Cour suprême confirmait à 8 contre 1 que la liberté d'association comprend la liberté de ne pas s'associer et que par conséquent, l'association forcée d'un individu viole sa liberté d'association;

21. Tant dans l'arrêt *Lavigne* que dans l'arrêt *Advance Cutting*, les actions gouvernementales qui étaient en cause et qui violaient la liberté d'association n'ont été maintenues que par le test de l'article 1 de la Charte, pour des raisons propres au contexte syndical et/ou à la négociation de conditions de travail;

22. Les justifications évoquées à ces arrêts pour soutenir la constitutionnalité des actions gouvernementales violant la liberté d'association de l'individu ne trouvent pas application en l'espèce;

ii- Violation de la liberté d'association positive

23. En vertu de la *L.a.f.a.e.*, l'étudiant qui signifie son refus d'adhérer à l'association en place ne peut s'associer à une autre association étant donné le monopole mis en place par la loi;

24. Cette impossibilité, créée par la loi, de participer à une autre association que celle qui lui est imposée prive l'étudiant de sa liberté d'association;

25. Rien ne semble justifier d'empêcher la population étudiante de participer ;a plusieurs associations au sein d'un même groupe d'élèves, au gré de leurs intérêts, selon qu'ils soient promus ou non par une association donnée;

L'ATTEINTE À L'ARTICLE 2B DE LA CHARTE

26. Toujours au sujet des libertés fondamentales, la *Charte canadienne des droits et libertés* stipule:

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes :

a) liberté de conscience et de religion

b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;

(...)

27. Les fonctions principales d'une association étudiante, telles que définies par la *L.a.f.a.e.*, sont de représenter les élèves ou étudiants et de promouvoir leurs intérêts, notamment en matière d'enseignement, de pédagogie, de services aux élèves ou étudiants et d'administration de l'établissement d'enseignement. (art. 3 *L.a.f.a.e.*);

28. Dans le cadre du mouvement mené par les associations étudiantes au printemps dernier, ces dernières ont imposés de façon directe une certaine conduite à leur membre en, par exemple, interdisant l'accès aux salles de classes. Elles ont aussi imposés une conduite à leurs membres de façon indirecte en utilisant leurs cotisations à des fins politiques (manifestations, organisation d'évènement dans le cadre du mouvement étudiant, etc.);

29. En déterminant que les hausses de frais de scolarité annoncées par le gouvernement justifiaient d'imposer un boycott des cours à tous les étudiants, incluant ceux qui pouvaient être en accord avec la hausse desdits frais, plusieurs associations se sont engagées dans un mouvement à saveur politique et ont cessé de promouvoir les intérêts d'une proportion importante de leurs membres;

30. Les demandeurs sont d'avis que l'application des dispositions susmentionnées de la *L.a.f.a.e.* constituent une violation de leurs droits fondamentaux protégés par l'article 2b de la *Charte*;

EXEMPLES SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

31. La *Déclaration universelle des droits de l'homme*, adoptée le 10 décembre 1948 par les Nations Unies, devait consacrer la liberté d'association comme étant une liberté fondamentale de la personne, selon le concept qui avait toujours guidé les sociétés libres jusqu'alors:

20. 1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

20. 2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

32. Les demandeurs estiment que ces deux articles démontrent bien les deux facettes de la liberté d'association;

33. La Nouvelle-Zélande, une société libre et démocratique membre du Commonwealth, s'est doté en 1990 d'un *bill of right* qui est très similaire à la *Charte canadienne des droits et libertés*, de par son caractère supra législatif et parce qu'il permet aux juges d'effectuer un contrôle constitutionnel des lois;

34. En septembre 2011, la Nouvelle-Zélande a adopté une loi qui rendait l'adhésion et la cotisation à une association étudiante strictement volontaire. Les demandeurs estiment pertinent de reproduire la note explicative de cette loi :

Education (Freedom of Association) Amendment Bill
Member's Bill

Explanatory note

The purpose of this Bill is to uphold students' right to freedom of association, by ensuring that no student is compelled to join a students association.

Section 17 of the New Zealand Bill of Rights Act 1990 guarantees the right to freedom of association. This right includes the freedom from compelled association. Parliament has an obligation to ensure New Zealand legislation is consistent with the New Zealand Bill of Rights Act and New Zealand's obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights and the Universal Declaration of Human Rights.

This Bill does not seek to damage or limit students associations, but guarantees the right of students to the freedom of association. It will result in students associations being truly representative of the students who voluntarily join them. Under this Bill, all students would be able to choose whether or not to join a students association. The current Act requires councils to conduct a referendum to decide if all students should be forced to become members of an association, if petitioned by 10% of the students enrolled at the institution. If a majority of voters in a referendum support compulsory membership, then the right to freedom of association for the all remaining students is breached.

This Bill seeks to address the negative consequences stemming from the passing of the Education Amendment Act 2000 and the referenda provisions of the Education (Tertiary Students Association Voluntary Membership) Amendment Act 1997. The current legislation fails to guarantee individual students a satisfactory opportunity to withdraw from associations, and sets the bar too high for those who wish to make membership of a students association voluntary.

35. De plus, l'Australie, pays membre du Commonwealth et qui est donc issu de la même tradition juridique que le Canada, avait jusqu'en 2005 un système très semblable à celui actuellement en place, soit l'enrôlement obligatoire des étudiants et l'obligation d'acquitter une cotisation étudiante pour être reconnu inscrit;

36. En 2005, le parlement australien a voté le *Higher Education Support Amendment (Abolition of Compulsory Up-front Student Union Fees) Bill* qui apportait des modifications à la législation encadrant les associations étudiantes. En somme, tel que le démontre l'extrait suivant de cette loi, l'adhésion automatique ainsi que la cotisation étudiante furent interdits;

37. À l'instar du parlement de Nouvelle-Zélande et d'Australie, les demandeurs croient sincèrement que l'abolition du monopole de représentation et de la cotisation obligatoire n'empêchera aucun étudiant de s'associer librement. Au contraire, cette abolition renforcerait la liberté d'association sur les campus québécois;

LES VIOLATIONS AUX LIBERTÉS PROTÉGÉES SONT-ELLES JUSTIFIÉES?

38. Les demandeurs sont d'avis que les objectifs visés par les mesures prises par le législateur dans la *L.a.f.a.e.* ne sont pas suffisamment importants pour justifier les violations aux libertés protégées par les articles 2b) et 2d) de la Charte en l'espèce;

39. Notamment, il est manifeste que le législateur a entrepris, par la *L.a.f.a.e.* de transposer le fonctionnement des syndicats de travailleurs au monde étudiant. Or, les étudiants ne sont pas des travailleurs mais plutôt les bénéficiaires de services qu'ils acquièrent d'un établissement d'enseignement;

40. Les demandeurs allèguent qu'il n'est pas plus justifié, pour l'État, de forcer les étudiants à s'associer à une association donnée, qu'il ne serait de forcer les patients des hôpitaux à joindre une association de patients

AUTRES PRÉJUDICES DÉCOULANT DES DISPOSITIONS

41. En plus d'être, à notre avis, contraire à la *Charte*, les dispositions de la *L.a.f.a.e.* peuvent causer d'autres préjudices car elles laissent place à une interprétation large. Voici un exemple d'interprétation faite dans une étude sur le droit de grève étudiant réalisée par les professeurs Lampron et Brunelle de l'Université Laval :

« Cette consécration, dans la *L.a.f.a.e.*, du monopole de représentation et du précompte obligatoire (la formule *Rand*) à la faveur des associations étudiantes montre bien à quel point le régime des rapports *collectifs* de travail a servi de creuset au législateur québécois. Celui-ci a manifestement voulu garantir un « droit collectif » aux étudiants, favorisant du coup « l'émergence dans le droit positif d'un droit à caractère politique »;

42. Le monopole de représentation et la cotisation obligatoire laissent donc croire aux associations étudiantes, et même dans certains cas aux établissements d'enseignement, qu'elles sont en droit de se prévaloir du droit à la grève et ultimement à bloquer l'accès aux salles de cours;

43. En ce sens, nous sommes d'avis que le législateur en place lors de l'adoption de la *L.a.f.a.e.* a commis une erreur en adoptant des dispositions contraires à la *Charte* en plus de créer un flou juridique hautement préjudiciable aux étudiants québécois au niveau post-secondaire ;

44. Nous ferons grâce à cette honorable Cour des 43 jugements d'injonctions prononcés au printemps dernier. Par contre, nous tenons tout de même à rappeler que parmi les préjudices subis figurent :

- La perte d'une session d'étude
- Examen d'ordre professionnel retardé
- Entrée sur le marché du travail retardée
- Pertes de stages rémunérés
- Pertes de bourses d'études

L'INTERET POUR AGIR

45. Le requérant possède l'intérêt requis au sens du droit public pour contester la validité des les articles 8, 26, 28, 52, 53, 54 et 55 de la *Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants*

46. Dans l'affaire *Procureur général du Canada c. Downtown Eastside Sex Workers United Against Violence Society* la Cour Suprême a adopté une approche téléologique et souple pour décider si une partie a la qualité pour agir dans l'intérêt public. La Cour décrit les trois facteurs d'analyse de la façon suivante :

- a. La question soulevée constitue-t-elle une question justiciable sérieuse ? L'action est-t-il loin d'être futile?
- b. Le demandeur a-t-il un intérêt réel dans les procédures ou est-il engagé quant aux questions qu'elles soulèvent ?
- c. La poursuite proposée constitue-t-elle, compte tenu de toutes les circonstances, une manière raisonnable et efficace de soumettre la question à la cour ?

47. Les demandeurs estiment rencontrer tous les critères fixés par ces trois questions;

ARTICLES À ABROGER

48. Les articles 8, 26, 28 et 54 reproduits précédemment devraient être abrogés en ce que contraires aux articles 2b et 2d de la Charte canadienne des droits et libertés et ce, en vertu de l'article 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982* qui mentionne :

« La Constitution du Canada est la loi suprême du Canada; elle rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit. »

49. Dans le cas où la Cour déterminerait que l'article 54 de *la L.a.f.a.e.* doit être abrogé, les autres articles entourant les modalités des cotisations étudiantes, soit les articles 52, 53 et 55, deviennent *de facto* caduques et devraient aussi être abrogés subsidiairement.

50. La présente requête est bien fondée en faits et en droit ;

PAR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :

ACCUEILLIR la présente requête;

DÉCLARER les articles 8, 26, 28, 52, 53, 54 et 55 de la *Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants* invalides, inopérants et sans effet en ce que contraire aux articles 2b et 2d de la *Charte canadienne des droits et libertés*;

RENDRE toute autre décision que cette Honorable Cour jugera utile de rendre ;

LE TOUT, sans frais, considérant la situation financière précaire des demandeurs et que leur demande est n'est ni frivole ni vexatoire envers la Cour;

Québec, le __ décembre 2012

Laurent Proulx
Demandeur, personnellement

Miguel Bergeron
Demandeur, personnellement